



14 OCTOBRE 2024

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



**ORGANISATION, RÊVE GÉORGIEN ET  
OCÉANS EN DANGER.**

Bonne lecture!  
Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



PARLEMENT, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HONGRIE,  
**KNACKING**

Pour peu qu'on en suive les débats, la démocratie parlementaire européenne ne manque pas de spectacle. Ce mercredi 9 octobre, le Premier Ministre hongrois qui occupe actuellement la présidence du Conseil de l'UE était accueilli dans une atmosphère houleuse dans l'hémicycle à Strasbourg.

- L'ambiance n'est déjà pas exactement à la coopération depuis le début de la présidence hongroise.
  - Les réunions sont régulièrement boycottées par une majorité de ministres de l'UE, pour marquer les divergences sur l'Etat de droit.
  - Et surtout, dénoncer la diplomatie parallèle entretenue par V. Orban avec le Kremlin sur l'Ukraine (cf. EIH 7/7/24).
- Au Parlement, les échanges ont vite pris une tournure personnelle et agressive comme un règlement de comptes, en particulier avec Manfred Weber président du groupe PPE, ou Ursula von der Leyen, elle aussi membre du PPE.
  - C'est donc du centre-droit que viennent les piques.
    - PPE dont Viktor Orban fut longtemps l'un des piliers et même le Vice-Président, jusqu'à son expulsion/démission en 2021, sous la pression des éléments les plus libéraux et modérés (scandinaves, polonais, Benelux).
  - La présidente von der Leyen s'en est fortement et personnellement pris à V. Orban qui continue de faire obstruction à l'aide à l'Ukraine et à sa rhétorique qui exempte Moscou de ses responsabilités.
  - Dans le viseur aussi, les liens énergétiques toujours très forts entretenus avec Moscou, sur le nucléaire et surtout sur les énergies fossiles dont l'importation perdure.
- Surpris, le Premier ministre hongrois a rendu coup pour coup. Pourtant, c'est plutôt des libéraux et de la gauche que le Premier Ministre s'attendait à recevoir les coups, lui qui s'est fait le chantre d'une droite radicale et réactionnaire, en "croisade contre la gauche et l'immigration" notait Médiapart.
  - Ces attaques du PPE soulignent d'une part la présence d'une opposition hongroise au sein du PPE.
  - D'autre part, elle met en exergue le regain d'influence de V. Orban dans le jeu politique européen.
    - Ceci est certainement lié à la formation du groupe "Patriots for Europe" (cf. EIH 7/7/24) qui peut revendiquer déjà deux membres à la table du Conseil, la Hongrie et les Pays-Bas... et bientôt un 3e avec l'Autriche (cf. EIH 7/10/24).
    - Voire un 4e avec une potentielle victoire de l'extrême-droite en France en 2027?



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



PARLEMENT, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HONGRIE,  
**YOU, YOU YOU ARE ORBANIZER**

Viktor Orban venait à Strabsourg pour une audition autour des priorités qu'il entend poursuivre pour sa présidence du Conseil de l'UE. On y retrouve les thématiques structurantes du débat européen actuel, en particulier la proposition d'un "Nouveau pacte européen pour la compétitivité" (cf. EIH 16/9/24) et "le renforcement de la politique européenne de défense" (cf. EIH 29/9/24), ainsi qu'une "politique agricole européenne axée sur les agriculteurs" après la grande crise de l'hiver dernier - témoignant d'ailleurs de la relative relégation des politiques du Green Deal.

- Mais cela va plus loin : Orban a réussi à "orbaniser" une partie du débat européen, imposant ses obsessions, déplore la députée Chloé Ridet (FR-S&D) dans une interview.
  - Ainsi, les priorités de la présidence hongroise reflètent aussi les habituels tropes de la droite radicale européenne, entre "endiguement de l'immigration clandestine" et "Relever les défis démographiques", cette quadrature du cercle pour un continent pris au piège de ses contradictions (cf. EIH 5/5/24).
  - La présidence hongroise a d'ailleurs tenu une réunion ministérielle informelle sur le sujet en septembre, à défaut du grand "forum sur la démographie" organisé tous les deux ans à Budapest, où se presse tout le gratin politico-religieux conservateur/réactionnaire de la planète.
- Certes il ne reste que 3 mois avant de passer la main à la Pologne et à Donald Tusk, mais les 3 premiers auront été surtout consacrés aux processus institutionnels après les élections. Et le trimestre restant est important puisqu'il verra les auditions et potentielles confirmations des commissaires-désignés, et les premiers pas législatifs de la nouvelle Commission von der Leyen 2.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## HONGRIE, SLOVAQUIE, SERBIE, ÉTATS-UNIS, DADDY-O

Viktor Orbán est le plus ancien chef de gouvernement en poste en Europe – et parmi les pays qui organisent des élections, seul Vladimir Poutine est là depuis plus longtemps. Revenu au pouvoir en 2010 pour un 2<sup>e</sup> mandat, V. Orbán a su profiter de la supermajorité constitutionnelle que lui avaient donnée les électeurs écoeurés par les scandales du gouvernement précédent, pour remodeler à sa guise les lois cardinales qui organisent la vie politique et électorale de son pays, et réécrire une constitution entièrement idéologique en 2011.

- Sa façon de réduire l'emprise de l'État de droit et de rogner sur les libertés publiques, sans jamais paraître donner prise à la contestation, ont fait l'admiration de nombreux émules.
  - Le Premier Ministre slovène Jansa (cf. [EIH 28/4/22](#)) ou Aleksander Vucic en Serbie (cf. [EIH 22/9/22](#)) en ont fait leur modèle.
  - Le PiS de Jaroslaw Kaczynski avait déclaré vouloir faire "comme Orbán" en 2015 au moment de son retour aux affaires, mais sans la majorité constitutionnelle il n'aura pas pu aller plus loin que la mise au pas des médias et de la Cour suprême - ce qui n'était pas mal déjà (cf. [EIH 12/8/21](#)).
- La méthode Orbán inspire en dehors de l'UE. Dans une analyse pour l'ECFR, Jeremy Shapiro et Zsuzsana Vegh notent que l'intérêt que suscite la méthode V. Orbán chez les Républicains.
  - Si Trump revenait au pouvoir, son administration pourrait décliner l'orbanisme au contexte américain pour mettre fin à ce qu'ils considèrent comme un contrôle libéral de l'« État administratif » et de la société civile.
  - Cette nouvelle forme de gouvernance américaine pourrait avoir de profondes implications.
    - Non seulement pour la politique étrangère européenne, y compris la robustesse de la défense collective de l'OTAN,
    - mais aussi pour l'UE et la démocratie européenne intérieure, car une Maison Blanche Trump cherche à diriger et à défendre des alliés partageant les mêmes idées à travers le monde.
  - Dans un pays qui a toujours fait de l'État de droit et des libertés fondamentales la pierre angulaire de son régime et de son projet national, ce serait une révolution culturelle majeure.

Donald Trump a déjà eu l'occasion de rendre hommage à Viktor Orbán, "un leader fort". Lequel a déjà annoncé qu'il célébrerait une victoire de Trump avec une bouteille de champagne.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## GÉORGIE, RUSSIE, ÉLECTIONS, **MIRAGE GÉORGIEN**

A moins de deux semaines des élections législatives, la situation géorgienne inquiète de plus en plus intensément. Le 9 octobre 2024, le Parlement européen a adopté une résolution « Sur le recul démocratique et les menaces au pluralisme politique en Géorgie » avec 495 voix pour, 73 contre et 86 abstentions. Entre autres, la résolution appelle à un gel des fonds de l'UE au gouvernement géorgien jusqu'à ce qu'il abroge la législation antidémocratique, des sanctions contre Bidzina Ivanishvili et une évaluation du respect par la Géorgie des critères de libéralisation des visas. Il appelle également à ce que "des conditions strictes soient imposées au décaissement de tout financement futur au gouvernement géorgien".

- Le même jour, la Cour constitutionnelle géorgienne annonce sa décision d'accepter, pour examen de fond, certaines recours contre la loi sur les agents étrangers.
  - Cependant, elle ne donne pas suite à la demande des pétitionnaires de suspendre la validité des normes contestées en attendant la décision finale.
  - La Cour estime que les demandeurs n'ont pas suffisamment prouvé que les organisations, qui devront poursuivre leur travail en tant qu'« agents étrangers », subiront des dommages substantiels à leur réputation.
- Une enquête menée par le Forum de la société civile du Partenariat oriental (EaP CSF) a évalué l'impact de la loi sur les agents étrangers sur le secteur de la société civile du pays.
  - Les conséquences de la loi ont déjà eu un impact sur 70 % des OSC interrogées.
  - Les organisations et leur personnel ont été soumises à des menaces et à du harcèlement en ligne, des appels téléphoniques inquiétants envers eux ou leurs proches.
    - Ceci s'accompagne, coté autorités publiques, d'un examen accru de la part des autorités, de charges administratives accrues.
    - Enfin, des reportages médiatiques négatifs et des affiches pour atteindre à leur réputation.
- Ceci est d'autant plus inquiétant que la dernière sortie de Sergei Lavrov semble vouloir conforter les orientations du parti Rêve géorgien, prêt à tout pour rester majoritaire à l'Assemblée.
  - La Russie se dit ouverte à un compromis qui permettrait à ses troupes, stationnées depuis 2008, de quitter les régions séparatistes de Géorgie. soutenues par Moscou, a déclaré le plus haut diplomate du pays.
    - Un cinquième du territoire géorgien se trouve actuellement sous contrôle des forces russes.
    - Le parti Rêve géorgien se présente comme "le choix de la paix".
  - On peut aisément imaginer qu'encourager la victoire d'un parti ami du Kremlin permettra de dégager les hommes et armements stationnés en Géorgie pour les diriger vers l'Ukraine.



# GREEN DEAL

## Océans, Pêche, Pollution, ÉVIDENCE

Imaginez un monde où l'océan grouille de vie, où les écosystèmes marins s'épanouissent et où les communautés côtières prospèrent en harmonie avec la nature. Cette vision n'est pas un simple rêve ; c'est une réalité réalisable, proclame le Manifeste bleu, un appel urgent de plusieurs organisations de la société civile européennes, unies pour proposer une feuille de route d'ici à 2030.

- Dans la feuille de route, il est proposé l'adoption l'interdiction des activités destructrices dans les aires marines protégées – y compris le chalutage de fond.
  - Des objectifs contraignants pour la « gestion efficace » d'au moins 30 % des mers européennes,
  - la fin de l'exonération fiscale sur le carburant dans les zones de pêche,
  - une meilleure traçabilité des produits de la mer,
  - une révision de la directive sur les eaux de baignade,
  - ou encore l'interdiction de l'extraction minière en eau profonde.
- Des engagements qui témoignent de la distance entre les ambitions et les faits, puisque l'UE s'était déjà engagée, sous présidence française, à réviser à la hausse les objectifs de protection des aires marines et des océans (cf. EIH 17/2/22).
  - La fondation Oceano Azul et l'Institut Jacques Delors en avaient aussi proposé une version à la veille des élections (cf. EIH 21/4/24) ainsi que la tête de liste Renew (cf. EIH 24/4/24bis).
  - Seulement voilà, de *blue pact en blue deal*, les intérêts économiques et la pression des acteurs crieront toujours plus fort que les poissons ou les coraux.
    - L'état de la mer baltique en est l'exemple... criant.
- La transformation du secteur de la pêche, dont l'impact est destructeur, est à la fois urgente et complexe à mettre en oeuvre.
  - Dans une note en vue des élections européennes, le think tank Terra Nova avait fait le point sur "l'avenir incertain" d'un secteur fragile et prisonnier de ses contradictions.